



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
30 mai 2019

Original : français

Comité des droits de l'enfant Quatre-vingt-unième session

Compte rendu analytique de la 2382^e séance*

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le lundi 20 mai 2019, à 15 heures

Président(e) : M. Pedernera Reyna

Sommaire

Examen des rapports des États parties (*suite*)

*Deuxième rapport périodique de la Côte d'Ivoire sur la mise en œuvre
de la Convention relative aux droits de l'enfant*

* Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour les 2380^e et 2381^e séances.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du présent compte rendu et adressées, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section de la gestion des documents (DMS-DCM@un.org).

Les comptes rendus qui ont été rectifiés feront l'objet de nouveaux tirages pour raisons techniques à l'issue de la session.



La séance est ouverte à 15 h 5.

Examen des rapports des États parties (suite)

Deuxième rapport périodique de la Côte d'Ivoire sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC/C/CIV/2 ; CRC/C/CIV/Q/2 ; CRC/C/CIV/Q/2/Add.1)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation ivoirienne prend place à la table du Comité.*

2. **M. Thiam** (Côte d'Ivoire) dit que le deuxième rapport périodique est l'aboutissement d'un processus participatif qui a mobilisé aussi bien les acteurs institutionnels concernés – ministères chargés de l'action sociale, de la sécurité, de la justice, de la santé, de l'éducation et de la communication – que les collectivités territoriales, les associations et les partenaires techniques et financiers. La promotion et la protection des droits de l'enfant ayant été érigées en priorité, les autorités ont engagé des réformes et adopté plusieurs politiques et programmes axés sur les enfants, parmi lesquels le Programme présidentiel d'urgence, le Programme national de sortie de crise, la Politique de scolarisation obligatoire, le Programme de resocialisation des enfants en rupture sociale, le Programme élargi de vaccination et le Programme national de nutrition. En outre, de nouvelles dispositions ont été introduites dans la Constitution du 8 novembre 2016, qui rend l'école obligatoire aussi bien pour les filles que pour les garçons, interdit et réprime le travail des enfants et impose à l'État l'obligation de prévenir la vulnérabilité des enfants et de garantir leur accès aux services de santé, à l'éducation, à l'emploi, à la culture, aux sports et aux loisirs. En outre, de 2014 à 2018, la Côte d'Ivoire a adopté et promulgué toute une série de lois portant sur des questions telles que le statut de pupille de la nation ou de l'État, la lutte contre la traite des personnes, l'enregistrement des naissances et l'établissement des actes d'état civil et le travail des enfants. Des travaux sont actuellement menés en vue de la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications. Afin de garantir l'application des lois nationales et des instruments internationaux traitant des droits de l'enfant, le Gouvernement a mis en place un mécanisme de coordination composé de plusieurs comités chargés des questions intéressant les enfants. Le Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant assure la coordination de l'ensemble des actions de protection de l'enfance et un comité interministériel de protection de l'enfant est en cours de création. Des réformes sont actuellement menées afin d'harmoniser la législation nationale avec la définition de l'enfant figurant dans la Convention, ce qui entraînera des modifications de la législation relative à la minorité, aux successions et au mariage ainsi que du Code pénal. La Constitution de 2016 dispose que tous les Ivoiriens naissent et demeurent libres et égaux en droit et que nul ne peut être privilégié en raison, notamment, de sa race, de son ethnicité, de son clan, de sa tribu, de sa couleur de peau ou de son sexe. Ce principe vise à protéger toutes les personnes, y compris les enfants, contre la discrimination. Conformément à la législation relative à la filiation et aux successions, les enfants nés hors mariage dont la filiation est légalement établie jouissent des mêmes droits que les enfants légitimes et les enfants succèdent à leurs père et mère ou autres ascendants sans distinction de sexe ni de primogéniture, qu'ils soient issus de différents mariages ou nés hors mariage. Les enfants adultérins ne peuvent obtenir leur reconnaissance par leur père que si l'épouse légitime de celui-ci y consent. Cependant, dans la pratique, l'épouse légitime dispose d'un délai de deux ans pour dénoncer l'acte de reconnaissance ; à l'expiration de ce délai, sa déclaration n'est plus nécessaire pour que l'acte soit valable. Un projet de loi sur les successions visant à mettre sur un pied d'égalité tous les enfants, quel que soit leur statut, est en cours d'examen par le Parlement.

3. La Côte d'Ivoire s'est dotée d'une Politique nationale de protection de l'enfant, qui porte notamment sur l'élimination de toutes les formes de violence et d'exploitation ; un numéro d'appel d'urgence gratuit, le 116 « Allô enfants en détresse », a été mis en service afin que les enfants victimes de violences et les témoins de ces violences puissent signaler les faits ; des comités de protection de l'enfant chargés de recueillir des informations sur les cas de violation des droits de l'enfant ont été créés ; 55 plateformes de lutte contre les violences fondées sur le genre ont été mises en place dans tout le pays et 32 bureaux de protection de l'enfant ont été créés dans les commissariats ; en 2017 et 2018, des

formations ont été organisées afin de renforcer la collaboration entre les organes administratifs et les organes judiciaires en ce qui concerne le dépôt de plaintes portant sur des actes de violence infligés à des enfants et l'instruction des affaires de ce type. La Constitution prévoit que les enfants privés de protection parentale, les enfants abandonnés et les enfants séparés et non accompagnés de leur famille du fait de conflits ou de catastrophes naturelles bénéficient de la protection de l'État. Le Gouvernement privilégie le placement de ces enfants dans des familles d'accueil et réserve le placement temporaire dans un centre d'accueil aux cas dans lesquels l'enfant ne peut pas être pris en charge en milieu communautaire. De même, les autorités mettent l'accent sur la désinstitutionalisation des enfants qui bénéficient d'une protection de remplacement et, à ces fins, ont formé 144 familles qui expérimentent actuellement la fonction de famille d'accueil. Le Comité de placement familial se réunit quatre fois par an pour rendre des décisions concernant l'adoption nationale ou internationale d'enfants. Plusieurs mesures ont été prises dans le domaine de l'éducation, dont la construction de structures éducatives et le recrutement de personnels d'encadrement, la mise au point de programmes éducatifs spéciaux pour les filles, la création de classes passerelles pour les enfants ayant besoin de cours de rattrapage et l'installation de points d'eau dans les écoles. Le Gouvernement a proclamé 2019 « Année du renforcement de l'action sociale » et, dans ce contexte, a adopté le Programme social du Gouvernement, qui prévoit diverses mesures en faveur des communautés et des familles, parmi lesquelles la couverture médicale universelle et des projets d'insertion socioprofessionnelle destinés aux jeunes non scolarisés.

4. **M^{me} Ayoubi Idrissi** (Coordonnatrice de l'équipe spéciale pour la Côte d'Ivoire) se félicite de la reprise du dialogue entre l'État partie et le Comité, qui met fin à un silence de dix-sept ans. Elle demande quelles mesures l'État partie a prises en vue de soumettre ses rapports initiaux sur l'application du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, qu'il a ratifiés en 2011 et 2012, respectivement. Elle souhaiterait savoir comment sont appliquées les diverses lois adoptées afin de donner effet à la Convention et demande si cet instrument peut être directement invoqué devant les juridictions internes. Elle souhaiterait recevoir des précisions sur les travaux que l'État partie a entamés en vue de se doter d'un code de l'enfant et demande quand ce texte pourra être adopté. Elle voudrait en outre savoir quel organe est responsable de la coordination horizontale et verticale de la mise en œuvre de la Convention et de quelles ressources humaines et financières il dispose, et quel est le mandat du Comité interministériel des droits de l'enfant. Elle souhaiterait des précisions sur le rôle du cadre permanent constitué de ministères et d'organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales qui réfléchissent à la mise en œuvre de la Convention. Elle demande où en est la mise en œuvre du plan d'action 2016-2020 relatif à la Politique nationale de protection de l'enfance et quel est le montant des crédits budgétaires qui lui sont alloués. Sachant que le budget de l'aide sociale ne dépasse pas 1 % du budget national alors que la Côte d'Ivoire connaît un fort taux de croissance économique, M^{me} Ayoubi Idrissi demande si l'État partie a pris ou prévoit de prendre des mesures pour augmenter le budget alloué au secteur de l'aide sociale, garantir la traçabilité du budget consacré à la mise en œuvre des droits de l'enfant, se doter d'une budgétisation axée sur les droits de l'enfant et diffuser l'observation générale n° 19 du Comité sur l'élaboration des budgets publics aux fins de la réalisation des droits de l'enfant.

5. M^{me} Ayoubi Idrissi souhaiterait des précisions sur le Système intégré de protection de l'enfant relevant du Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant, qui est en phase de test, ainsi que sur les mesures prises pour mettre en place une base de données informatisée permettant de compiler des données désagrégées. Il serait utile de savoir si le Conseil national des droits de l'homme, qui est habilité à recevoir des plaintes émanant d'enfants, jouit d'une visibilité suffisante et est facilement accessible aux enfants, s'il peut s'autosaisir, si la confidentialité des renseignements qui lui sont communiqués est garantie et si ses activités ont des effets concrets sur le respect des droits de l'enfant. Elle relève que l'État partie a lancé différentes initiatives afin de diffuser la Convention mais qu'il ne s'agit que d'événements ponctuels, organisés à l'occasion notamment de la Journée internationale des droits de l'enfant. En outre, la Convention et ses Protocoles ne sont pas traduits dans les langues locales et, d'après des informations dont dispose le Comité, les enfants et les

professionnels qui travaillent avec ou pour les enfants méconnaissent la Convention. La délégation voudra bien indiquer si l'État partie a pris ou prévoit de prendre des mesures afin de remédier à cette situation et s'il apporte un soutien financier aux organisations de la société civile ivoirienne afin qu'elles soient en mesure de s'acquitter efficacement de leurs tâches, en toute indépendance. Il serait par ailleurs utile de savoir ce que l'État partie fait pour encourager le secteur privé à participer à la protection et à la promotion des droits de l'enfant, en particulier les entreprises actives dans le secteur de la culture du cacao, et pour surveiller le respect du Code mondial de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme et l'industrie des voyages, que la Côte d'Ivoire a signé en 2013. M^{me} Ayoubi Idrissi note que l'État partie a adopté une loi établissant l'âge du mariage à 18 ans pour les femmes comme pour les hommes, mais souhaiterait savoir si cette loi prévoit des exceptions. Elle voudrait recevoir des précisions sur la nature et les effets des différentes mesures législatives et administratives prises par l'État partie pour lutter contre la discrimination à l'égard des filles et s'enquiert des initiatives lancées en vue de lutter contre les discriminations de fait à l'égard des enfants en situation de handicap, des enfants atteints d'albinisme, des enfants en situation de rue et des enfants issus de milieux économiquement défavorisés. Des explications sur les modifications apportées à la loi sur la filiation et sur leur compatibilité avec le principe de non-discrimination seraient bienvenues. M^{me} Ayoubi Idrissi souhaiterait par ailleurs savoir si l'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale et s'il est systématiquement pris en compte. Relevant qu'il existe dans l'État partie de nombreux espaces qui permettent aux enfants d'exprimer leur opinion, elle souligne que ce droit n'est pas expressément reconnu dans la législation et mentionne les critiques émises au sujet du Parlement des enfants, qui aurait un caractère élitiste du fait que seuls des enfants qui ont de très bons résultats scolaires en sont membres, et laisserait de côté les autres enfants, notamment ceux qui ne sont pas scolarisés. Madame Ayoubi Idrissi demande si des mesures sont prises pour remédier à cette situation.

6. **M^{me} Aho Assouma** (membre de l'équipe spéciale pour la Côte d'Ivoire) constate avec regret que la délégation de l'État partie ne compte qu'une seule femme. Soulignant que le faible taux d'enregistrement des naissances représente un grave problème dans l'État partie, elle souhaiterait savoir si des mesures de sensibilisation ont été prises afin que la population soit informée de la décision des autorités en vertu de laquelle l'enregistrement des naissances est désormais gratuit. Elle voudrait aussi savoir si cette décision est appliquée et si l'on a constaté un accroissement du taux d'enregistrement des naissances depuis son entrée en vigueur. Notant que les services chargés des enregistrements tardifs semblent être concentrés dans la capitale, elle demande ce que l'État partie fait pour rapprocher ces structures de la population et demande également si les 1 208 centres d'état civil que compte l'État partie couvrent l'ensemble du territoire, s'ils appliquent effectivement la législation pertinente et s'ils sont dotés de ressources humaines et financières suffisantes pour qu'ils puissent s'acquitter de leurs tâches. Selon les informations dont dispose le Comité, de nombreux actes de naissance ne seraient jamais retirés car le délai de délivrance est de trois mois, ce qui est long, et de nombreuses familles oublient d'aller retirer l'acte ou ne savent pas où aller le retirer. En outre, il arriverait que les services d'état civil extorquent de l'argent aux familles en échange de ces documents. La délégation voudra bien commenter ces informations et indiquer s'il est envisagé de prendre des mesures pour remédier à ces problèmes. M^{me} Aho Assouma demande s'il est désormais possible de procéder à l'enregistrement des naissances des enfants ivoiriens nés en dehors du pays. Elle s'enquiert des mesures prises pour modifier la disposition en vertu de laquelle une femme mariée qui n'est pas veuve ne peut pas transmettre sa nationalité à son enfant. Elle souhaite savoir si l'État partie continue à mettre en œuvre le programme visant à octroyer la nationalité ivoirienne aux enfants apatrides et combien d'enfants ont bénéficié de ce programme. Elle demande à la délégation pour quelles raisons les enfants issus d'une relation incestueuse ne peuvent être reconnus que si leurs parents se marient, et pour quelle raison la loi dispose que c'est à la femme légitime qu'il incombe de reconnaître l'enfant issu d'une relation adultérine. Elle souhaite savoir si les membres des communautés rurales ont connaissance de la loi interdisant la pratique des mutilations génitales féminines, combien de cas de mutilations génitales féminines ont donné lieu à des poursuites et quelles mesures ont été prises pour lutter contre ce phénomène, qui a lieu également en milieu hospitalier. Elle demande ce qui a été fait pour mettre fin à la pratique

du mariage des enfants, si des mesures sont prises pour lutter contre les crimes rituels dont sont victimes les enfants atteints d'albinisme, si des centres d'accueil ont été ouverts en vue d'assurer la prise en charge aux niveaux médical et social des enfants victimes de violences sexuelles et d'exploitation sexuelle et si ces enfants ont accès à la justice et s'ils peuvent bénéficier d'une protection et d'une indemnisation. Il serait utile de savoir comment est gérée la permanence téléphonique « Allô enfants en détresse », quel est le nombre d'appels et sur quels faits portent ces appels, comment les enfants sont pris en charge et si les personnes qui reçoivent les appels disposent d'une formation spécialisée en pédopsychiatrie.

7. **M. Jaffé** (membre de l'Équipe spéciale pour la Côte d'Ivoire) demande comment sont choisis les membres du Parlement des enfants, si cet organe est représentatif de la population en termes de genres, de niveau socioéconomique, de répartition géographique et de minorités et si les enfants en situation de handicap et les enfants n'ayant pas la nationalité ivoirienne y sont représentés. Il voudrait aussi savoir quel soutien financier et administratif lui consacre le Gouvernement, quel est son budget et si les enfants peuvent exercer un contrôle sur sa gestion financière. Relevant qu'aucune mesure n'a été prise pour garantir le respect de la liberté de pensée, de conscience et de religion, M. Jaffé demande si l'État partie envisage d'intégrer des informations sur ces droits dans les programmes éducatifs nationaux et s'il existe des différences à ce niveau entre les écoles publiques et les établissements coraniques ou islamiques. Constatant que la liberté d'association ne s'applique qu'aux personnes majeures, il demande si cela traduit une peur de l'État et de la société à l'égard des associations d'enfants. Il s'enquiert des mesures prises par l'État partie pour encourager la diffusion d'informations adaptées aux enfants sur les questions qui les intéressent et qui concernent leurs droits, notamment dans les médias télévisuels et radiophoniques. Notant avec étonnement que certains enfants ivoiriens en situation de rue sont affublés par une partie de la population du sobriquet de « microbe », ce qui constitue clairement une atteinte à leur dignité, il souhaite savoir comment l'État partie combat ces représentations corrosives. À propos du numéro d'appel gratuit « 116 » permettant de dénoncer les cas de violence et de maltraitance dont sont victimes des enfants, il invite la délégation à fournir des données précises sur les appels reçus, l'âge des enfants concernés, le pourcentage de filles et de garçons et sur la suite donnée à ces appels en termes de mesures de protection et de poursuites. M. Jaffé fait observer que les châtiments corporels sont endémiques dans le pays et que, selon les chiffres publiés par le Ministère de l'éducation en 2015, 40 % des élèves, garçons et filles, sont physiquement punis par les enseignants et un parent sur trois et un enseignant sur cinq estiment que les châtiments corporels sont un moyen éducatif nécessaire. Il demande si ces chiffres sont fiables, quels efforts concrets sont entrepris pour combattre cette violence dans le cadre scolaire et comment les enseignants sont formés à une éducation non violente. Rappelant que la législation relative au viol est en cours de révision, il demande à la délégation d'éclairer le Comité sur la définition du viol dans le Code pénal et d'indiquer si cette définition visera aussi bien les filles que les garçons en tant que victimes, si le viol conjugal sera pris en considération et quels efforts seront faits pour que le viol ne soit pas requalifié comme une infraction d'atteinte à la pudeur dans le cadre des procédures judiciaires. Il constate que le coût de l'établissement d'un certificat médical en cas d'agression sexuelle est prohibitif pour les victimes et leurs familles et souhaite savoir si l'État partie pourrait envisager de rendre cet acte gratuit. Enfin, il demande à la délégation de préciser quand l'État partie prévoit de soumettre son rapport initial sur la mise en œuvre du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

La séance est suspendue à 16 heures ; elle est reprise à 16 h 15.

8. **M. Lath** (Côte d'Ivoire) dit que la Côte d'Ivoire a mis en place un dispositif visant à recueillir des informations en vue de l'établissement des rapports sur la mise en œuvre de la Convention et des Protocoles facultatifs. Ce système permet de coordonner l'action des différents ministères chargés des questions liées à la protection de l'enfance ainsi que des organisations de la société civile et des organismes des Nations Unies actifs dans ce domaine. Il aboutira prochainement à la mise en place du comité interministériel de protection de l'enfant, qui relèvera du ministère chargé de la protection de l'enfant et sera le principal mécanisme de coordination des activités menées dans le domaine de l'enfance.

Les tribunaux n'invoquent pas directement les dispositions de la Convention mais se fondent sur la législation nationale pour traiter les questions se rapportant aux enfants. Toutefois, des activités de formation et de renforcement des capacités concernant la Convention sont organisées régulièrement à l'intention des personnels judiciaires, notamment dans le cadre d'ateliers organisés par le Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant et le Ministère de la justice. Des modifications ont été apportées à la législation relative à l'enfance en vue d'en supprimer les dispositions discriminatoires. D'autres lois, notamment les lois sur le mariage, sur la minorité et sur la succession, sont en cours d'adoption et ce processus aboutira ultérieurement à la création d'un code de l'enfance. Il est difficile d'évaluer précisément le budget alloué à la protection de l'enfance en raison de la transversalité de l'action en faveur de l'enfance, laquelle relève de différents ministères, notamment le Ministère de l'éducation nationale, le Ministère de la santé, le Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant, le Ministère de la jeunesse, ou encore le Ministère de l'emploi et de la protection sociale. Le Gouvernement envisage maintenant la mise en place d'un budget-programme consacré spécifiquement aux activités relatives à la protection de l'enfance, ce qui permettra de déterminer l'enveloppe budgétaire précise allouée à chacun des intervenants.

9. Avant 2011, de nombreuses régions de la Côte d'Ivoire étaient privées de services d'état civil. L'expérimentation de l'enregistrement des naissances qui a été réalisée entre 2015 et 2018 dans le cadre de l'élaboration de la loi relative à l'état civil et de la loi instituant une procédure spéciale de déclaration de naissance, de rétablissement d'identité et de transcription d'acte de naissance, adoptées en 2018, a permis de disposer de chiffres fiables sur l'évolution des taux d'enregistrement des naissances dans l'ensemble du pays. Aujourd'hui, les enfants qui naissent dans une maternité peuvent être directement enregistrés sur les livres de la maternité et les parents peuvent obtenir l'acte de naissance avant même la sortie de l'enfant de la maternité. Par ailleurs, dans les zones rurales, les rois et chefs traditionnels peuvent mettre en place un dispositif local d'enregistrement des naissances, puis communiquer périodiquement les données aux services de l'état civil. Les décrets d'application relatifs aux deux lois portant sur l'état civil et la déclaration de naissance sont en cours d'élaboration. Le délai fixé pour la déclaration d'une naissance, qui était auparavant de quinze jours, a été porté à trois mois, afin que les parents aient le temps d'accéder aux services de l'état civil. Après l'expiration de ce délai, il est possible de s'adresser au Ministère de la justice aux fins de l'établissement d'un jugement supplétif d'acte de naissance. Le Plan d'action relatif à la Politique nationale de protection de l'enfance prévoit la production de brochures et de matériels visuels et radiophoniques visant à faire mieux connaître à la population les questions relatives à la protection de l'enfance. Ainsi, on a créé dans les communes des stations de radio de proximité qui sont en lien avec les services sociaux et les services des sports et des loisirs et qui, dans leurs émissions, vulgarisent les éléments relatifs à la protection de l'enfant. Ces émissions sont relayées dans des programmes nationaux diffusés par la télévision et la radio nationales. En outre, le Ministère de l'éducation a institué un programme d'éducation aux droits de l'homme qui vise à informer les enfants de leurs droits dans le cadre de cours dispensés de la sixième à la terminale. Suite à son adhésion à la campagne de l'Union africaine pour mettre fin au mariage des enfants, la Côte d'Ivoire a lancé en 2017 une campagne nationale de lutte contre le mariage des enfants. Le Gouvernement a chargé le Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant d'élaborer une stratégie de mise en œuvre de cette campagne au niveau national, qui a abouti à la mise en place d'une coalition nationale des acteurs pour la lutte contre le mariage des enfants. Cette stratégie a été soutenue par un plan d'action national de lutte contre le mariage des enfants, qui sera évalué par l'Union africaine en août 2019.

10. Le service d'assistance téléphonique « Allô enfant en détresse », qui est gratuit et accessible à tous, reçoit les plaintes d'enfants victimes de violations, ou d'adultes souhaitant dénoncer ces agissements. L'usage veut que les enfants ayant subi des violations soient accompagnés par un de leurs parents, leur tuteur légal ou le représentant de toute organisation compétente lorsqu'ils portent plainte dans un commissariat, une gendarmerie ou auprès d'un tribunal. Les critères de sélection des candidats au Parlement des enfants ont été revus en 2018, à l'occasion des élections. Si les compétences scolaires et les valeurs morales demeurent des qualités recherchées, il est nécessaire que des enfants susceptibles de représenter toutes les formes de vulnérabilité existant dans la société siègent au

Parlement des enfants. Le nouveau parlement, qui sera institué avant le 18 juillet 2019, compte un membre malvoyant, qui représente les enfants en situation de handicap, ainsi qu'un représentant des enfants en situation de rue. Les activités de communication sont très coûteuses et le budget sollicité pour les financer n'a pas encore été octroyé, ce qui n'a pas empêché l'État de tout mettre en œuvre pour promouvoir le droit des enfants à l'information. Ainsi, il a prévu de faire traduire la Convention relative aux droits de l'enfant dans les différentes langues du pays, de diffuser la convention sous forme de brochure aux enfants et de dispenser des formations sur les droits de l'enfant aux enseignants des établissements secondaires. Les chiffres communiqués par le service « Allô enfants en détresse » indiquent que les châtimements corporels à l'égard des enfants sont un phénomène bien réel dans le pays. En vue de sensibiliser les populations locales à la nécessité de mettre fin à cette pratique, l'État a mis en œuvre, dans 96 localités dans un premier temps, des programmes d'animation communautaire et de protection de l'enfant. En outre, les comités locaux de protection de l'enfant, dont les membres ont été formés sur une période de six mois, à raison de trois activités par semaine, sensibilisent les communautés à la question de la protection de l'enfant, dialoguent avec les habitants, et transmettent aux services sociaux les plus proches les informations qu'ils recueillent. La Direction de la protection de l'enfant du Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant synthétise ces retours d'information en vue de compléter les formations qui sont dispensées aux membres des comités locaux de protection de l'enfant. Les membres adultes des communautés émettent souvent l'avis que les châtimements corporels sont le moyen le plus efficace d'éduquer un enfant. Les actions de sensibilisation menées visent à démontrer que tel n'est pas le cas et contribuent à un changement des mentalités. La question de la traite et de l'exploitation des enfants est également traitée dans le cadre des programmes d'animation communautaire et de protection de l'enfant. Les activités menées jusqu'à présent, jusque dans les zones les plus reculées, ont permis aux populations de prendre davantage conscience que la traite et l'exploitation des enfants nuisent au développement de leur communauté. L'État collabore avec ces communautés en vue de promouvoir la stratégie du « travail socialisant », qui vise à garantir que les enfants soient scolarisés et bénéficient des soins dont ils ont besoin tout en apprenant à connaître l'activité professionnelle de leurs parents, qu'il s'agisse de la culture du cacao ou de l'hévéa ou de la pêche, par exemple.

11. **M^{me} Kouassi** (Côte d'Ivoire) dit que le Gouvernement a mis en place à M'Bahiakro un vaste programme de resocialisation pour venir en aide aux enfants en rupture sociale, autrefois appelés les « enfants microbes ». Ce programme a permis de resocialiser 774 enfants dans le centre de M'Bahiakro. Le 7 décembre 2016, le Gouvernement a adopté le décret n° 2016-1103 portant création d'un comité multisectoriel de prise en charge des enfants en rupture sociale, qui permet à tous les ministères dont les activités concernent la protection de l'enfance de s'impliquer dans la prise en charge des enfants en question. Avec l'aide du Ministère de l'éducation nationale, certains de ces enfants ont pu retourner à l'école et ceux d'entre eux qui étaient âgés de plus de 16 ans ont pu suivre un apprentissage. Ce programme, doté de ressources financières adéquates, a été élargi pour s'étendre à l'ensemble du territoire et offre désormais un appui à tous les enfants vulnérables, y compris aux enfants en situation de rue.

12. **M. Lath** (Côte d'Ivoire) dit que le Conseil national des droits de l'homme peut s'auto-saisir s'il a connaissance de cas de violations des droits de l'enfant. De plus, il accepte toutes les formes de dénonciations et veille à ce que des poursuites soient engagées afin que les victimes puissent obtenir réparation. Il est en outre habilité à assurer le suivi des plaintes. Tous les textes qui ont été révisés et soumis au Gouvernement, notamment le Code pénal, le Code de procédure pénale, la loi sur la succession, la loi sur la minorité et la loi sur le mariage indiquent que l'âge de la minorité est compris entre 0 à 18 ans ; ils ne prévoient aucune exception. L'ancienne loi sur le mariage prévoyait qu'un garçon pouvait se marier à partir de 21 ans et une fille à partir de 18 ans, cet âge pouvant être abaissé dans certains cas et avec l'autorisation du tuteur légal ou du juge. Ces dispositions ont été reprises dans le projet de nouveau code de la famille, qui n'a pas encore été adopté car le Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant a mis en cause les dispositions en question. Le souci de garantir l'intérêt supérieur de l'enfant est au cœur de l'action du Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant. Ainsi, en ce qui concerne les enfants migrants, le Ministère met en place, aux niveaux local et national, des panels de

détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant, qui réunissent des représentants des autorités nationales et de la société civile et d'autres acteurs compétents et sont chargés de gérer au mieux la situation de ces enfants. Le nouveau code pénal soumis au Gouvernement contient une véritable définition du viol. En outre, la stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes, qui est devenue la stratégie nationale de lutte contre les violences fondées sur le genre prévoit un encadrement global des victimes d'exploitation sexuelle. Des plateformes ont été mises en place aux niveaux local et régional pour porter assistance aux victimes, qui bénéficient d'une prise en charge intégrale grâce au système de référencement et de contre-référencement. Il importe de soutenir ces mécanismes en leur allouant les ressources nécessaires. La Côte d'Ivoire s'attache à mettre en œuvre l'observation générale n° 16 du Comité des droits de l'enfant relative aux obligations des États concernant les incidences du secteur des entreprises sur les droits de l'enfant et envisage la création d'entreprises amies des enfants. Pour ce faire, elle a entrepris une étude locale dans la région de San-Pédro. Celle-ci permettra, à terme, d'instaurer au sein des entreprises des chartes prévoyant la prise en compte systématique des droits de l'enfant.

13. **M^{me} Aho Assouma** (membre de l'équipe spéciale pour la Côte d'Ivoire) souhaiterait savoir à quelle date la ligne téléphonique « 116 » a été créée et connaître le montant des crédits alloués à son fonctionnement. Elle souhaiterait également des précisions sur le fonctionnement du Parlement des enfants et demande notamment quelle autorité gère son budget et qui en assure actuellement la présidence. Elle voudrait aussi savoir par quel budget sont financés les postes de travailleurs sociaux. La délégation pourrait aussi préciser s'il existe un délai entre la déclaration de la naissance et le retrait de l'acte de naissance par les parents, si la collaboration mise en place avec le Ministère de la santé aux fins de l'enregistrement des naissances a donné des résultats concluants, quel est le coût des jugements supplétifs d'acte de naissance, dans quels délais ces jugements sont délivrés et si des audiences foraines ont été tenues. Il serait aussi utile de savoir de quelle manière les enfants trouvés sur le territoire ivoirien sont enregistrés et s'ils ont accès à la nationalité ivoirienne. Enfin, le Comité souhaiterait des informations sur les mutilations génitales féminines et sur les crimes rituels visant les enfants atteints d'albinisme.

14. **M^{me} Ayoubi Idrissi** (Coordonnatrice de l'équipe spéciale pour la Côte d'Ivoire) note que, selon les informations dont dispose le Comité, si l'État partie s'emploie à adopter une budgétisation axée sur les droits de l'enfant, il arrive que des crédits alloués à certains secteurs ne soient pas dépensés, ce qui témoigne d'un problème de gouvernance. De plus, bien qu'elle ait reculé, la corruption demeure un véritable problème dans l'État partie et touche la plupart des secteurs essentiels. Il est alarmant de constater que la Haute autorité pour la bonne gouvernance, mise en place en 2012, n'a jamais rendu de rapport annuel. Les actions visant à promouvoir les droits de l'homme ne pourront pas être véritablement efficaces tant que la corruption régnera et il faudrait savoir quelles mesures l'État partie prend pour lutter contre ce fléau. La délégation pourrait en outre préciser si les conditions de confidentialité sont réunies pour que les enfants qui saisissent le Conseil national des droits de l'homme de plaintes concernant des violations de leurs droits ne risquent pas de faire l'objet de représailles. Des informations sur le nombre de plaintes soumises à ce mécanisme, ainsi que des précisions sur son rôle concret dans la promotion et la protection des droits de l'enfant seraient également bienvenues. En ce qui concerne la définition de l'enfant, il est inquiétant de constater que la procédure de révision du Code de la famille a été suspendue à la demande du Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant en raison de problèmes portant sur l'harmonisation des âges et que les exceptions figurant dans les lois précédentes, en vertu desquelles le mariage peut être autorisé avant l'âge de 18 ans, ont été maintenues. Des informations complémentaires sur les législations relatives au mariage et à la filiation seraient utiles, notamment aux fins de savoir si les dispositions discriminatoires qui figuraient dans ces différentes loi ont été supprimées.

15. **M. Jaffé** (membre de l'équipe spéciale pour la Côte d'Ivoire) demande quel est le nombre total d'enfants qui sont en rupture sociale. Il demande aussi comment la pratique des châtiments corporels a évolué, quel est son statut juridique, dans quelle mesure elle est tolérée ou interdite dans certains contextes et quand elle sera totalement interdite. Il souhaiterait de plus des précisions sur la redéfinition de l'infraction de viol. Il invite en outre la délégation à fournir un complément d'information sur le budget et les attributions

du Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant et à donner des exemples concrets de réalisations accomplies par le Parlement des enfants, notamment sur le plan législatif.

16. **M. Adjoumani** (Côte d'Ivoire) dit que, depuis 1998, la Côte d'Ivoire dispose d'une loi qui incrimine les mutilations génitales féminines et qui punit l'excision de peines très lourdes. Cette loi a permis de condamner plusieurs exciseuses, notamment à Man et à Danané. En outre, la nouvelle Constitution adoptée en 2016 interdit les mutilations génitales féminines en son article 5. Les viols et les violences sexuelles constituent aussi des infractions pénales. Afin de lutter contre ces graves violations des droits de l'homme, le Gouvernement a mis en place le projet d'appui à l'amélioration de l'accès à la justice, qui a permis de sensibiliser les femmes et les filles, par l'intermédiaire des cliniques juridiques, afin qu'elles dénoncent les agressions dont elles sont victimes, pour permettre la poursuite et la condamnation des auteurs. Le 10 avril 2019, le Conseil des ministres a adopté un projet de code pénal qui définit le viol de manière explicite et érige en infractions spécifiques le viol conjugal et les violences domestiques. De plus, le 28 novembre 2017, le chef de l'État s'est engagé, au titre de la campagne HeForShe, à accentuer la lutte contre les viols et les mutilations génitales féminines.

17. **M. Lath** (Côte d'Ivoire) dit que les capacités de la ligne téléphonique « 116 » ont été renforcées au cours de la période 2015-2017. Les dénonciations reçues via cette ligne sont transmises aux points focaux mis en place dans les centres sociaux des différentes communes de la ville d'Abidjan, qui sont chargés de se mettre en rapport avec les victimes. Cette stratégie a donné des résultats probants dès les premiers jours de mise en œuvre. Cela étant, dans le cadre de la redynamisation de la ligne, il a été proposé notamment que les points focaux soient dotés de moyens de mobilité, principalement des motos, pour faciliter l'accès aux victimes, et que celles-ci soient orientées vers un travailleur social de la Direction de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse, un médecin, un commissariat ou un poste de gendarmerie. Des conventions ont été signées avec des hôpitaux afin que la prise en charge des victimes soit effective et gratuite. Les membres du Parlement des enfants qui avaient été élus en 2014 ayant achevé leur mandat en 2018, des élections se sont tenues dans les établissements scolaires, d'abord au niveau départemental, puis au niveau régional. Ainsi, chaque département et chaque région disposent d'un parlementaire. Le Parlement est actuellement présidé par une élève en classe de première qui est âgée de 16 ans, Grâce Lath Akaffou. Il dispose d'un bureau ainsi que de tout l'équipement matériel et informatique nécessaire, fournis respectivement par l'organisation SOS Villages d'enfants et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). L'État lui alloue un budget s'élevant à 12 millions de francs CFA, qui sera porté à 22 millions de francs CFA, afin qu'il puisse véritablement jouer son rôle de porte-parole de l'enfance. Le budget du Parlement est géré par le Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant, qui assure la tutelle de l'institution. Il doit permettre à cette dernière d'exécuter un plan d'action devant contribuer à faire entendre la voix des enfants, notamment dans toutes les instances de prise de décisions.

18. **M^{me} Ayoubi Idrissi** (Coordonnatrice de l'équipe spéciale pour la Côte d'Ivoire) demande des précisions sur le placement temporaire d'enfants dans des centres d'accueil, ainsi que sur la procédure ayant permis de sélectionner 144 familles d'accueil, et sur les mesures qui ont été adoptées pour mettre en œuvre ce modèle de prise en charge des enfants privés de milieu familial. Elle souhaiterait également connaître les résultats de l'état des lieux du système de protection de remplacement mentionné dans le rapport de l'État partie et savoir quelles démarches l'État partie a entreprises pour donner effet à la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale. Elle demande en outre combien d'enfants vivent avec leur mère incarcérée, ce qui est fait pour assurer le développement et la protection de ces enfants et si l'État partie a réfléchi à des mesures de substitution à la privation de liberté dont pourraient bénéficier les femmes jusqu'à ce que leur enfant ait atteint l'âge de deux ans au moins. Enfin, M^{me} Ayoubi Idrissi invite la délégation à indiquer quelles mesures sont prises pour lutter contre les stéréotypes qui contribuent à perpétuer la violence à l'égard des femmes et les pratiques traditionnelles préjudiciables.

19. **M^{me} Aho Assouma** (membre de l'équipe spéciale pour la Côte d'Ivoire) demande si le projet de décret relatif à la carte d'invalidité pour personnes en situation de handicap a été adopté, si les dispositifs orthopédiques sont subventionnés et si les populations vulnérables ont accès à ces dispositifs. Elle voudrait aussi des renseignements sur les mesures mises en place pour faire appliquer la législation relative à la non-discrimination et sur les campagnes de sensibilisation visant à combattre la discrimination à l'égard des enfants handicapés. Notant que les enfants qui présentent un handicap physique sont pris en charge par l'État, notamment en ce qui concerne l'éducation, elle demande ce qu'il en est de ceux qui présentent des déficiences intellectuelles ou psychosociales. Conformément à la Déclaration d'Abuja, 15 % du budget public devrait être alloué à la santé. M^{me} Aho Assouma demande quelle est la situation de ce point de vue dans l'État partie. Elle demande aussi ce qu'il en est de la campagne de réduction de la mortalité maternelle. Elle souhaiterait également des renseignements sur la lutte contre le paludisme, notamment sur les mécanismes permettant d'assurer que les moustiquaires imprégnées d'insecticide sont bel et bien utilisées. Elle voudrait de plus savoir si la campagne de vaccination systématique couvre l'ensemble du territoire national, quel est le pourcentage d'enfants qui n'ont pas reçu tous les vaccins requis et pourquoi les vaccinations de routine ne sont gratuites pour les enfants que jusqu'à l'âge de 11 mois. Elle invite en outre la délégation à indiquer comment l'État partie encourage l'allaitement exclusif et comment il lutte contre la vente de substituts du lait maternel et contre la publicité pour ce genre de produits. Elle voudrait également savoir si le Centre d'excellence contre la faim et la malnutrition pour l'Afrique de l'Ouest, inauguré à Abidjan le 25 mars 2019, a déjà démarré ses activités. En ce qui concerne les transfusions sanguines, elle demande ce que font les autorités pour que la pénurie de sang qui a récemment touché l'État partie ne se reproduise pas. Elle demande également ce qui est fait pour lutter contre les grossesses adolescentes, qui sont en augmentation, et comment les enfants ont accès à l'information en matière de santé procréative. Elle voudrait aussi savoir si les 13 Centres d'écoute et de conseil couvrent l'ensemble du territoire national et sollicite des renseignements sur la prise en charge médicale des femmes ayant recouru à un avortement clandestin, surtout dans les régions les plus reculées, sur les éventuelles campagnes de sensibilisation en matière de sexualité et sur l'action menée pour lutter contre le VIH/sida. Enfin, elle invite la délégation à apporter des précisions sur les mesures prises face à la forte contamination de l'eau par les matières fécales, sur le rôle des municipalités dans le curage des caniveaux et la collecte des ordures et sur la prise en charge et le dédommagement des victimes dans l'affaire du Probo Koala.

20. **M^{me} Sidikou** (membre de l'équipe spéciale pour la Côte d'Ivoire) s'enquiert de ce que l'État partie compte entreprendre pour relever les énormes défis, parmi lesquels l'insuffisance et l'inégale répartition des infrastructures scolaires aux niveaux tant primaire que secondaire, qui font obstacle à la mise en œuvre de la loi sur l'éducation, et de ce qu'il fait pour améliorer l'accessibilité et la qualité de l'enseignement. Elle s'enquiert également des mesures de protection sociale destinées à maintenir dans le système scolaire les enfants en situation de vulnérabilité, qui sont exposés au risque d'abandon scolaire, et des mesures visant à épargner aux parents le paiement de frais de scolarité cachés. Sachant que les enfants talibés sont soumis à toutes sortes de violences et vivent dans des conditions très précaires, M^{me} Sidikou demande comment l'État partie assure la protection de ces enfants et leur accès aux services sociaux de base. Elle demande en outre quelles mesures sont prises pour contrôler le contenu des programmes scolaires des écoles coraniques, ainsi que pour garantir le respect des normes de qualité, et de quelle manière le Réseau Afrique de l'Ouest pour la protection des enfants et les accords bilatéraux et multilatéraux conclus par l'État partie peuvent aider celui-ci à relever le défi que pose le caractère transfrontalier du phénomène des enfants talibés. Il serait aussi utile que la délégation fournisse des informations sur ce qui est fait pour assurer le retour et le maintien à l'école des filles après un accouchement. La délégation pourrait également indiquer si la discipline « Éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté » est toujours enseignée aux niveaux primaire et secondaire et, dans l'affirmative, si elle l'est dans toutes les écoles de l'État partie. Prenant note de la volonté politique de l'État partie de combattre le travail des enfants, en particulier dans la culture du cacao, M^{me} Sidikou demande si le nouveau plan d'action contre les pires formes de travail des enfants couvrira tous les secteurs d'activité touchés et s'il prévoira des mesures de protection sociale en faveur des familles vulnérables, visant à permettre à ces familles de répondre aux besoins fondamentaux de leurs enfants et

d'envoyer ceux-ci à l'école. Elle demande en outre quelle est la contribution du secteur privé à la lutte contre le travail des enfants et si une étude a été menée pour déterminer les causes profondes du phénomène des enfants en rupture sociale.

21. **M. Jaffé** (membre de l'équipe spéciale pour la Côte d'Ivoire) salue l'adoption en décembre 2018 du nouveau Code de procédure pénale, qui devrait permettre d'améliorer la protection des enfants dans l'État partie. Il fait remarquer que le Comité travaille actuellement à l'élaboration d'une nouvelle observation générale, dans laquelle il préconise de relever au maximum l'âge de la responsabilité pénale, âge qui, en Côte d'Ivoire, est fixé à 10 ans. M. Jaffé demande si l'État partie prévoit d'étendre le dispositif des brigades des mineurs à l'ensemble du territoire national. Il demande également s'il est exact que des enfants, y compris de très jeunes enfants, sont interrogés par la police sans la présence de leurs parents ou de leur représentant légal, et que 80 % des mesures prononcées par les juges contre des enfants sont des mesures de privation de liberté, dont la durée est parfois très longue. Enfin, il voudrait savoir si les enfants sont détenus séparément des adultes.

La séance est levée à 18 heures.